

Prenant note du projet de schéma pour ladite étude¹⁶⁵ que le Rapporteur spécial a présenté à la Sous-Commission lors de sa trente-septième session,

Se félicitant du fait que le Secrétaire général a organisé à Genève, du 3 au 14 décembre 1984, dans le cadre du programme de services consultatifs, le Séminaire sur la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction,

Reconnaissant qu'il est souhaitable de renforcer les activités de promotion et d'information de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction et que les gouvernements ainsi que les organisations non gouvernementales ont un rôle important à jouer en la matière,

Consciente que l'intolérance et la discrimination fondées sur la religion ou la conviction continuent d'exister dans de nombreuses régions du monde,

Convaincue qu'il faut donc faire de nouveaux efforts pour promouvoir et protéger le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction,

1. *Réaffirme* que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction;

2. *Prie instamment* tous les Etats de continuer à prêter attention au fait que des dispositions législatives appropriées sont nécessaires pour interdire la discrimination fondée sur la religion ou la conviction en ce qui concerne la reconnaissance, l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

3. *Prie également instamment* tous les Etats de prendre toutes les mesures appropriées pour combattre l'intolérance et promouvoir la compréhension, la tolérance et le respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction;

4. *Prie* la Commission des droits de l'homme de poursuivre l'examen des mesures visant l'application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

5. *Prie* le Secrétaire général de présenter, à cette fin, à la Commission des droits de l'homme, lors de sa quarante et unième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa quarantième session, le rapport du Séminaire sur la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction;

6. *Invite* le Secrétaire général à continuer d'accorder un rang de priorité élevé à la diffusion, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, du texte de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction et à prendre toutes les mesures voulues pour mettre ce texte à la disposition aussi bien des centres d'information des Nations Unies que des autres organes intéressés;

7. *Prie* le Secrétaire général d'inviter à cet égard les organisations non gouvernementales intéressées à étudier quel rôle supplémentaire elles pourraient envisager de jouer en ce qui concerne la diffusion de la Déclaration dans les langues nationales et locales;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session la question intitulée "Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse" et d'examiner le

rapport de la Commission des droits de l'homme au titre de cette question.

101^e séance plénière
14 décembre 1984

39/132. Incidences des progrès de la science et de la technique sur les droits de l'homme

L'Assemblée générale.

Rappelant sa résolution 33/53 du 14 décembre 1978, dans laquelle elle a prié la Commission des droits de l'homme de demander instamment que l'étude de la question de la protection des personnes détenues au motif de troubles mentaux soit entreprise à titre prioritaire par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en vue de la formulation de principes directeurs,

Rappelant également sa résolution 38/111 du 16 décembre 1983, dans laquelle elle a prié la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission d'achever rapidement leur examen de cette question, afin de permettre à la Commission de présenter ses vues et ses recommandations, y compris un projet d'ensemble de directives, principes et garanties, à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social,

Rappelant en outre la résolution 1984/33 et la décision 1984/142 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1984,

Notant que la Commission des droits de l'homme ne sera pas en mesure de présenter un rapport à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, parce que la Sous-Commission n'a pas encore achevé son examen du projet d'ensemble de directives, principes et garanties¹⁶⁶,

Notant avec satisfaction les progrès accomplis sur cette question par la Sous-Commission,

Réaffirmant sa conviction que la détention de personnes dans des établissements psychiatriques en raison de leurs opinions politiques ou pour d'autres motifs non médicaux constitue une violation de leurs droits de l'homme,

Prie à nouveau instamment la Commission des droits de l'homme et, par son intermédiaire, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, d'achever rapidement leur examen du projet d'ensemble de directives, principes et garanties, afin de permettre à la Commission de présenter ses vues et ses recommandations, y compris un projet d'ensemble de directives, principes et garanties, à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

101^e séance plénière
14 décembre 1984

39/133. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique

L'Assemblée générale.

Notant que le progrès de la science et de la technique est l'un des facteurs les plus importants du développement de la société humaine,

Notant une fois de plus la haute importance de la Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humain,

¹⁶⁵ Voir E/CN.4/Sub.2/1984/28.

¹⁶⁶ Voir E/CN.4/1985/3-E/CN.4/Sub.2/1984/43, chap. IX.